

**RÉSULTATS DU SOMMET DU G8 DE SEA ISLAND  
8-10 juin 2004**

**ÉVALUATION  
PAR LE SECRÉTARIAT DU TUAC**

Le Sommet des Chefs d'Etat du G8 à Sea Island, dont l'hôte était le Président Bush des États-Unis, a créé plusieurs précédents. Pour la première fois en 27 ans, l'hôte de la conférence a rompu la tradition et refusé de rencontrer les dirigeants du mouvement syndical international. Contrairement aux précédents Sommets, l'hôte et ses hauts fonctionnaires ont également fait preuve de parti pris vis-à-vis de l'ordre du jour et les questions sociales n'y figurent pas hormis celles concernant le Moyen-Orient. De plus, il n'y a pas eu de déclaration politique finale. Au lieu de cela, une série de déclarations et d'initiatives ont été présentées qui étaient elles-mêmes sujettes à controverse et à interprétation parmi les dirigeants du G8 ainsi que les dirigeants des pays du Moyen-Orient et d'Afrique invités à assister aux réunions en marge du Sommet. L'absence de plusieurs Chefs d'Etat importants du Moyen-Orient jette encore un peu plus le doute sur la durabilité de certaines des initiatives régionales. Comme on pouvait s'y attendre, le Sommet s'est déroulé sur fond de sécurité sans précédent ce qui laissait plus l'impression de crainte que de confiance.

Conformément aux prévisions, la plupart des gros titres de la presse ont mis l'accent sur les divisions entre le Président Bush et le Président Chirac à propos de la guerre en Irak et de son orientation future. Les tentatives visant à mettre fin à ce clivage ont détourné l'attention d'un véritable échange de vues sur l'état de l'économie mondiale et les seules déclarations portant sur des questions économiques en tant que tel ont traité essentiellement des échanges et de la dette. Le texte concernant les échanges n'a pas réussi à tirer parti de la dynamique acquise l'an passé à la réunion du G8 des ministres de l'Emploi, à Stuttgart, sur la question de la dimension sociale. Bien que les dirigeants aient convenu de prolonger de deux ans le programme actuel concernant les pays pauvres très endettés (PPTE) au-delà de sa date d'expiration prévue pour fin 2004, aucune décision n'a été prise autrement pour développer cette Initiative et ce, en dépit du soutien, par certains membres du G8, de l'annulation totale de la dette des pays remplissant les conditions requises. Le communiqué final du G8 contient un vague engagement « d'envisager des mesures supplémentaires pour aider les pays les plus pauvres à assurer la soutenabilité de leur dette » ultérieurement. Quant à l'Initiative pour la facilité et la sécurité des voyages internationaux (SAFTI) menée par les États-Unis, elle semble ne pas répondre aux attentes évoquées dans les grandes déclarations de son maître d'œuvre bien qu'il y ait une certaine évolution sur la question de faciliter les voyages pour les titulaires de visa.

En ce qui concerne le Moyen-Orient et malgré la controverse autour de la déclaration relative à un nouveau « Partenariat pour le progrès et pour un avenir commun avec la région du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord », le mouvement syndical international cherchera à faire en sorte que les gouvernements tiennent l'engagement qu'ils ont pris pour

que les valeurs inscrites dans ce Partenariat soient effectivement « universelles » comme en témoigne la « Déclaration universelle des droits de l'homme ». De même, nous attendons avec intérêt les discussions de Global Unions avec les gouvernements à propos du contenu du Forum pour l'avenir, associé à ce Partenariat. Ce Forum s'appuiera sur un cadre multi-ministériel et l'un des objectifs déclarés est de soutenir les efforts déployés pour renforcer le rôle de toutes les composantes de la société civile, notamment moyennant le soutien, entre autres, des syndicats. La référence explicite à l'aide aux syndicats dans le « Programme de soutien de la réforme » au Moyen-Orient est encourageante. Dans un sens plus large, le Forum s'accompagnera d'un dialogue au sein de la société civile afin de participer aux efforts de réforme et à la mise en oeuvre.

Dans l'ensemble, le résultat du Sommet du G8 de Sea Island se caractérise tout au plus par quelques modestes initiatives mais par des occasions manquées dans les principaux domaines. Les résultats sont très minces en ce qui concerne le travail pourtant si nécessaire de reconstruction du multilatéralisme pour répondre aux besoins de la population et en particulier des plus pauvres et des plus marginalisés du monde. Le mouvement syndical international veillera à orienter les initiatives sur lesquelles nous exercerons une influence mais nos énergies vont se concentrer davantage sur la préparation du Sommet du G8 de 2005 qui sera accueilli par le gouvernement britannique.